

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 JUILLET 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 24/421 CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AU PROFIT DE CELLNEX FRANCE SAS POUR L'OCCUPATION D'UNE PARCELLE A SIX-FOURS-LES- PLAGES CHEMIN DE COURRENS - INSTALLATION D'UN RELAIS TÉLÉPHONIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/421

BUREAU DU 15 JUILLET 2024

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
AU PROFIT DE CELLNEX FRANCE SAS POUR
L'OCCUPATION D'UNE PARCELLE A SIX-FOURS-LES-
PLAGES CHEMIN DE COURRENS - INSTALLATION
D'UN RELAIS TÉLÉPHONIQUE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée section BD n° 72, sise à Six-Fours-les-Plages, chemin de Courrens du 21 août 2017 entre la Commune de Six-Fours-les-Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ci-annexée,

CONSIDERANT que la Commune de Six-Fours-les-Plages a mis à disposition la parcelle cadastrée section BD n° 72, sise à Six-Fours-les-Plages, chemin de Courrens, laquelle accueille la déchèterie de Courrens, au profit de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que la société CELLNEX France SAS a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin d'être autorisée à installer un relais téléphonique sur la parcelle cadastrée section BD n° 72, afin de couvrir le secteur dit « du Brusc » au sud-est de la Commune de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT que cette convention est consentie pour une durée de six (6) ans renouvelable deux fois soit dix-huit (18) ans au total à compter du 1^{er} janvier 2024 moyennant une redevance annuelle d'un montant de vingt-six mille euros net (26 000 € net),

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation du domaine public entre la Métropole TPM et la Commune de Six-Fours-les-Plages pour l'installation d'un relais téléphonique sur la parcelle cadastrée section BD n° 72, sise sur la Commune de Six-Fours-les-Plages (83140), chemin de Courrens, déchèterie de Courrens, afin de couvrir le secteur dit « du Brusc » au sud-est de la Commune, à compter du 1^{er} janvier 2024, pour une durée de 6 ans renouvelable deux fois moyennant une redevance annuelle de 26 000 € net.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N° 2381, article N° 752, chapitre 75, Budget principal.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 juillet 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
PYLÔNE DE LA DÉCHÈTERIE
DE SIX-FOURS-LES-PLAGES**

**ENTRE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE
MÉDITERRANÉE ET CELLNEX FRANCE SAS**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à TOULON (83041) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée » ou « la Métropole »

D'une part

ET

CELLNEX France SAS, Société par Actions Simplifiée au capital de 21 543 245 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro unique d'identification 821460102, dont le siège social est situé à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100), 58, avenue Émile Zola, représentée par Madame Agnès PEYRE, agissant en qualité de Directrice du Patrimoine, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « Cellnex » ou « le Bénéficiaire »

D'autre part

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Métropole est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

À ce titre, par convention du 21 août 2017, la Commune de Six-Fours-les-Plages a mis à la disposition de la Métropole la parcelle cadastrée section DB n° 72, sise à Six-Fours-les-Plages (83140), chemin de Courrens.

Cette parcelle d'une surface de 3570 m² accueille la déchèterie de Courrens.

La société Cellnex a sollicité la Métropole afin d'être autorisée à y installer un relais téléphonique qui a pour objectif de couvrir le secteur dit « du Brusca » au sud-est de la Commune de Six-Fours-les-Plages.

Conformément à l'article L 2122-1-3-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la mise en concurrence n'est pas applicable lorsque le titre d'occupation est destiné à l'installation et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public.

En conséquence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut délivrer à la société Cellnex une convention d'occupation temporaire dans les conditions fixées ci-après.

Aussi, après en avoir conjointement étudié la faisabilité technique, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Par la présente convention, le Propriétaire met à disposition du Bénéficiaire, qui accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un terrain sis à Six-Fours-les-Plages (83140), chemin de Courrens, cadastré section BD n° 72 afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures (ci-après dénommées « Infrastructures ») et des Équipements Techniques (ci-après dénommés « Équipements Techniques ») tel que définis ci-après.

Par Infrastructures, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les équipements de sécurité (échelles d'accès, équipements de sécurité collective et individuelle etc.), les équipements d'aménagement et d'environnement (ex : support des baies, paratonnerre, ventilation, shelters etc.), les équipements et câbles d'énergie et l'ensemble des aménagements au sol ou enterrés ou verticaux ou aériens (fourreaux, chemins de câbles et/ou regards), dont les mâts et/ou pylônes, appartenant au Bénéficiaire.

Par Équipement Techniques, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les matériels et équipements de communications électronique ou non, enterrés, installés au sol ou positionnés sur les emplacements loués (notamment

baies, locaux techniques, faisceaux hertziens, antennes, bretelles, et autres équipements du système antenne), d'énergie (notamment TGBT et câbles) et de raccordement transmission (notamment liaison cuivre, fibre optique, liaisons louées) appartenant aux Opérateurs.

Les Infrastructures telles que le pylône / pylônet, tour, mât, abri, clôture, fourreaux, sont la propriété du Bénéficiaire.

Quant aux Équipements Techniques que sont notamment les équipements actifs, antennes, panneaux antennaires, compteurs électriques, générateur, batterie, fibre, climatisation, ils sont la propriété du ou des Opérateur(s) occupant(s).

Article 2 – Emplacements mis à disposition – Équipements Techniques

À compter de la prise d'effet de la présente, la Métropole autorise le Bénéficiaire à maintenir en exploitation une station de radiotéléphonie et des Équipements Techniques sur les emplacements de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, et tels qu'ils figurent dans son dossier technique annexé.

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface d'environ 30 m² destinée à accueillir les Infrastructures et les Équipements Techniques susvisés. Le(s)dit(s) emplacement(s) sont identifiés sur les plans figurant en annexe 1.

Les Infrastructures et Équipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités technologiques et d'ingénierie. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le plan de sécurité, le plan d'élévation et le plan de vue d'ensemble), présente à titre indicatif les Infrastructures et les Équipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Article 3 – Durée de la convention – Prise d'effet

Considérant la nature juridique du site, la présente convention est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de six (6) ans renouvelable deux (2) fois par tacite reconduction sans pouvoir excéder dix-huit (18) ans au total sauf résiliation de l'une des parties, adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois au moins avant chaque échéance.

La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2024.

Article 4 – Redevance

La redevance annuelle sera payable d'avance à réception du titre de recette de la trésorerie de Toulon.

La redevance sera toujours due pour l'année civile entière. Cette disposition est également applicable en cas de résiliation sans faute du Bénéficiaire.

Les montants des redevances annuelles mentionnés dans la grille tarifaire ci-dessous sont établis en Euros nets toutes charges incluses.

		Montant annuel des redevances
Palier n° 1	1 ^{er} Opérateur	Redevance Palier n° 1 = 12 000 € net
Palier n° 2	2 ^{ème} Opérateur	Redevance Palier n° 2 = 7 000 € net
Palier n° 3	3 ^{ème} Opérateur	Redevance Palier n° 3 = 7 000 € net
		Total = 26 000 € net

Article 5 – Indexation

Chaque année, au 1^{er} janvier, la redevance sera augmentée automatiquement de 2 %. Cette révision interviendra de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, sur la base du loyer de l'année précédente

Article 6 – Impôts, taxes et contributions - Charges

Le Bénéficiaire s'engage à acquitter ou à rembourser au Propriétaire à la première demande, tous les impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient résulter de la présente convention, y compris les taxes foncières si les emplacements devaient y être assujettis, la TVA, etc.

Le Bénéficiaire supportera toutes les charges liées à l'exploitation des Équipements Techniques et notamment les frais de raccordement, les consommations et les abonnements d'eau, d'électricité, etc.

Les charges devront être justifiées par le Propriétaire. Un récapitulatif devra être présenté sur demande du Bénéficiaire.

Il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra réclamer aucune participation, pour quelque motif que ce soit, à la Métropole.

Article 7 – Sauvegarde des activités de la Métropole

Pendant la durée de fonctionnement de ses Équipements, le Bénéficiaire s'engage à ne pas créer de gêne aux installations actuelles ou futures de la Métropole, qui est propriétaire et qui résultent de la destination de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, ce que le Bénéficiaire ne peut ignorer.

Les Équipements Techniques, existants ou à venir, ne devront apporter aucune gêne à la Métropole dans l'exploitation de l'ouvrage public, ne constituer aucune dégradation et atteinte à l'intégrité du site du réservoir, ne présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer la maintenance du site.

Ils ne devront également avoir aucune interférence sur les installations radios ou Équipements que la Métropole utilise actuellement, ou sur ceux susceptibles d'être utilisés dans l'avenir, compte tenu de l'évolution des techniques de communication ou d'exploitation d'un réseau d'eau.

En tout état de cause, le Bénéficiaire s'engage à faire immédiatement procéder, à ses frais, aux interventions nécessaires résultant directement de la présence de ses installations de radio télécommunication et/ou des interventions de ses agents.

Le Bénéficiaire fera le nécessaire pour que les installations du Propriétaire ne soient pas endommagées par la foudre, en raison de la présence des Équipements techniques.

Il devra mettre en œuvre, selon les règles de l'art, les protections habituellement installées par les professionnels en la matière, et devra en particulier s'assurer du respect des normes.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir l'accès, à protéger et à ne pas endommager les plates-formes et repères géodésiques de l'I.G.N. lorsqu'il en existe, de même que les balises éventuelles pour la protection aéronautique.

Par ailleurs, la Métropole conserve la possibilité d'installer de nouveaux Équipements radio ou téléphoniques pour ses besoins propres.

Si les nouveaux Équipements de la Métropole gênent les émissions / réceptions des clients du Bénéficiaire ou sont gênés par les Équipements Techniques, ce dernier tentera de trouver avec la Métropole des solutions de mise en compatibilité, aux frais du Bénéficiaire.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, et si le Propriétaire n'est pas en mesure de lui proposer une solution de remplacement permettant une couverture mobile équivalente, le Bénéficiaire pourra résilier la présente convention, sans aucune contrepartie financière.

En aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra utiliser des Équipements qui pourraient être de nature à perturber l'exploitation du réseau ou de l'ouvrage de la Métropole. Une concertation entre les parties préalable à toutes nouvelles installations par la Métropole sera nécessaire.

Article 8 – État des lieux

Le Bénéficiaire prendra les emplacements situés sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du Propriétaire, aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail. Il ne pourra faire aucune réclamation à ce sujet, pour quelque motif ni exercer aucun recours contre le Propriétaire pour vice de construction, dégradation, infiltration, cas de force majeure et toute autre cause quelconque intéressant l'état de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain ou des emplacements, locaux (murs, couvertures, sols, sous-sol, etc.), et même la vétusté et l'usure.

Un état des lieux contradictoire et amiable sera effectué préalablement à la prise d'effet de la présente et à la fin de la convention. Une copie sera adressée à chacune des parties.

Le Bénéficiaire déclare connaître les lieux pour les exploiter dans le cadre de la précédente Convention, et les accepte comme tels.

Article 9 – Accès aux lieux loués

Les équipements techniques seront entièrement autonomes et fonctionneront sans personnel.

Sans nuire à l'exploitation de la déchèterie, et à son bon fonctionnement, le Bénéficiaire et ses préposés auront en tout temps, le libre-accès à leurs équipements tant pour les besoins de l'installation de son matériel que pour ceux de leur maintenance et leur entretien.

Le Bénéficiaire et ses préposés ne pourront circuler sur l'emprise de la Dépendance du Domaine Public que munis d'une autorisation en bonne et due forme ou de leur carte professionnelle. Il ne pourra pas accéder aux installations, ni aux équipements techniques de la Métropole.

Il est précisé que le Bénéficiaire disposera des clefs lui permettant d'accéder au site.

Concernant les interventions nécessitant la venue d'une nacelle, la maintenance se déroulera lors des jours fériés. Il bénéficiera d'un jour de fermeture annuel de la déchèterie hors lundi et vendredi (respect d'un délai de prévenance de 48 heures, affichage informatif à l'entrée de la déchèterie).

La Métropole ne pourra pas intervenir sur les équipements techniques du Bénéficiaire avant toute intervention à proximité des installations conformément à l'annexe « Fiche de demande d'interruption temporaire des émissions d'un site » pour obtenir les consignes particulières à respecter relatives aux Équipements Techniques en place.

Le Propriétaire accepte que le Bénéficiaire réalise à ses frais les balisages relatifs au périmètre de sécurité sur le site objet des présentes et l'affichage requis en la matière par la réglementation en vigueur, dont le Propriétaire reconnaît, par ailleurs être parfaitement informé et qu'il s'engage en outre à respecter.

De même, le Propriétaire s'engage à informer toute personne mandatée par lui-même de ladite réglementation, ainsi que des balisages et consignes de sécurité affichées par le Bénéficiaire.

Sauf cas de force majeure dûment justifié au Bénéficiaire, le Propriétaire ou toute personne agissant pour son compte ne pourra en aucun cas déplacer ou intervenir sur les installations du Bénéficiaire de quelque façon que ce soit et pour quelque raison que ce soit sans l'accord préalable et écrit du Bénéficiaire.

Enfin, le Propriétaire s'engage à informer, préalablement et par écrit dans le délai de QUINZE (15) jours sauf cas de force majeure, le Bénéficiaire de toute intervention prévue dans le périmètre de sécurité des Infrastructures et Équipements Techniques afin que le Bénéficiaire puisse prendre toute mesure utile s'il y a lieu.

Article 10 – Droits et Obligations

Les droits et obligations sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du Domaine Public, pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente.

Article 11 – Travaux et aménagements – Entretien – Réparations

a) Travaux et Aménagements dans les lieux mis à disposition :

La Métropole accepte que le Bénéficiaire maintienne ou réalise sous sa responsabilité en cas de besoin à ses frais exclusifs, sur les emplacements autorisés les aménagements figurant dans le dossier technique annexé, nécessaires à l'activité d'exploitant de sites points hauts, permettant de fournir les services.

Les infrastructures et Équipements Techniques pourront éventuellement faire l'objet de modifications, dès lors qu'elles restent compatibles avec les Équipements Techniques de la Métropole, la configuration générale des lieux ainsi qu'avec la destination du site du réservoir et avec les clauses et conditions de la présente. Ces modifications devront recevoir un agrément préalable et écrit du Propriétaire après présentation d'un dossier technique et s'il y a lieu une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.

Les Équipements Techniques et ces aménagements devront respecter strictement les normes techniques et les règles de l'art, ainsi que la réglementation applicable en la matière, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Il devra également tenir compte de la qualité des matériaux installés ou des prestations effectuées à proximité des eaux destinées à la consommation humaine.

Le Bénéficiaire et / ou les Opérateurs accueillis souscriront respectivement en leurs noms propres les abonnements inhérents aux raccordements de leurs Infrastructures et Équipements Techniques. La Métropole s'engage à fournir toutes les autorisations et documentations nécessaires pour effectuer ces raccordements.

Le Bénéficiaire fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires, notamment en matière d'urbanisme, nécessaires à l'implantation et à l'exploitation des « Équipements Techniques » sans engagement d'aucune sorte de la Métropole. En cas de refus ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'implantation et l'exploitation des Infrastructures et Équipements Techniques, la Convention sera résolue de plein droit conformément à l'article 17 de la présente Convention.

Cependant, dans le respect des lois et des règlements en vigueur ainsi que des clauses et conditions de la présente convention, la Métropole s'engage à délivrer au Bénéficiaire tout accord qui lui sera nécessaire en vue de l'obtention des dites autorisations.

À cet effet, le Bénéficiaire est d'ores et déjà autorisé à déposer toutes demandes d'urbanisme qui pourraient s'avérer nécessaires à la réalisation ou aux modifications ultérieures des Équipements Techniques. Cependant, l'obtention de ces autorisations d'urbanisme ne dispense pas des accords préalables et écrits de la Métropole pour la réalisation des Équipements Techniques.

Ainsi, en aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra réaliser d'installations, ou ériger de constructions, fixes, à caractère définitif autres que ceux figurant dans le dossier technique annexé, sans le consentement préalable et écrit du Représentant de la Métropole, et la passation d'un avenant à la présente.

b) Non nuisance des Équipements Techniques :

Pour veiller au respect des valeurs limites d'exposition du public, le Bénéficiaire se conformera aux procédures mises en place par l'Agence nationale des fréquences (ANFR).

À l'issue des travaux le Bénéficiaire en informera la Métropole. Une demande de mesure d'exposition sera faite auprès de l'ANFR afin de garantir la sécurité des agents de la Métropole.

c) Entretien – réparation par le Bénéficiaire :

Le Bénéficiaire devra maintenir les emplacements, les Équipements Techniques ainsi que les ouvrages qui auront été modifiés en parfait état d'entretien et de propreté compte tenu de la destination du site, et plus particulièrement de la proximité du réseau de distribution et de réserve d'eau destinée à la consommation humaine.

Les infrastructures installées sont et demeurent la propriété du Bénéficiaire. Les Équipements Techniques installés sont et demeurent la propriété des opérateurs accueillis sur les Infrastructures du Bénéficiaire. En conséquence, le Bénéficiaire assumera toutes les charges, les réparations, l'entretien, etc. afférents aux infrastructures et Équipements Techniques.

En raison des conséquences graves qui pourraient être occasionnées par une pollution de l'ouvrage, la Métropole devra être informée, sans délai, de toutes difficultés et accidents survenant lors de travaux, maintenance, etc.

d) Réparation sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain par la Métropole :

En cas de travaux envisagés par la Métropole sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, et notamment sur l'un ou plusieurs des lieux où sont installés les Équipements Techniques, conduisant à la suspension temporaire de fonctionnement des dits Équipements Techniques, la Métropole devra prévenir le Bénéficiaire en respectant les délais de préavis définis ci-après :

- Dans l'hypothèse où la suspension serait inférieure ou égale à 15 jours, la Métropole avisera le Bénéficiaire le plus tôt possible.
- La survenance d'un cas de force majeure, d'un cas fortuit ou de faits d'un tiers nécessitant des travaux urgents de remise en état de l'ouvrage, dont l'absence risque de mettre en péril la continuité du service public de distribution d'eau potable.

La Métropole s'engage, à trouver une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité, afin de permettre au Bénéficiaire de transférer à ses frais et de continuer à exploiter ces infrastructures et Équipements Techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le Bénéficiaire pourra sans préavis résilier la présente convention sans que l'une des parties puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Si le Bénéficiaire n'a pas fait valoir son droit de résiliation, à l'expiration des travaux, le Bénéficiaire pourra procéder, à la réinstallation de ses infrastructures et des Équipements Techniques.

Article 12 – Fonds de commerce – Propriété commerciale

Le Bénéficiaire déclare que les emplacements, objet de la présente, sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront en aucune façon être utilisés à d'autres

fins, notamment en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

Compte tenu de la nature juridique du site du réservoir, il est précisé que la présente est consentie « intuitu personae », ce qui signifie que les droits qui en résultent sont strictement personnels et intransmissibles.

Considérant la déclaration faite par le Bénéficiaire, ainsi que la destination du Domaine Public Métropolitain, il est précisé que le Bénéficiaire :

- Ne pourra céder tout ou partie de ses droits, même à titre gratuit, sans l'accord écrit de la Métropole.
- Est autorisé, de par son activité, à sous-louer les lieux loués, totalement et/ou partiellement à tous les Opérateurs ayant conclu un contrat avec lui. Le Propriétaire est d'ores et déjà informé et autorise l'accueil à venir des Équipements Techniques des opérateurs Bouygues Télécom, Free Mobile ainsi que du Ministère de l'intérieur.

À l'exception des opérateurs visés ci-dessus, pour tous les autres accueils à venir, le Preneur informera par lettre recommandée avec accusé de réception le Propriétaire de l'accueil de chaque Opérateur ? En cas d'accord de la Métropole, un avenant sera signé entre les parties.

Article 13 – Perturbations radioélectriques

a) S'il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, le Bénéficiaire s'engage avant d'installer les Équipements Techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations. Les résultats de l'étude de compatibilité seront remis au propriétaire des installations déjà présentes avant le début des travaux.

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les Équipements Techniques, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ses matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra pas installer ses Équipements Techniques. La présente convention résiliée de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

b) La Métropole, ou d'éventuels cohabitants, auront la possibilité d'installer sur les lieux tous les Équipements Techniques qu'ils jugeront utiles pour le bon fonctionnement de leurs services.

La Métropole pourra autoriser d'autres Opérateurs à s'implanter sur le site sans que le Bénéficiaire ne puisse s'y opposer.

Cependant, la Métropole s'engage à ne pas délivrer de nouvelles autorisations sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain sans étude de compatibilité radioélectrique avec les Équipements Techniques autorisés des opérateurs accueillis par le Bénéficiaire et le matériel du nouveau locataire. Le nouvel Opérateur devra, dans un délai de 30 jours ouvrables, suivant la demande qui lui sera faite à l'appui du dossier Technique qui lui sera adressé soit par la Métropole, soit par le nouvel Opérateur, communiquer à la Métropole l'étude de compatibilité qu'il aura lui-même menée.

Article 14 – Environnement législatif et Réglementaire

Pendant toute la durée de la présente, le Bénéficiaire s'assurera que le fonctionnement des Équipements Techniques soit toujours conforme à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de santé publique et notamment les dispositions du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L32 du Code des Postes et des Communications Électroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour le Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux, le Bénéficiaire devra :

- Soit faire suspendre les émissions des Équipements Techniques concernés jusqu'à leur remise en conformité,
- Soit mettre fin à la présente convention dans les conditions prévues à l'article « Extinction », ci-après par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnités.

Le Propriétaire reconnaît avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais de téléphonie mobile » jointe en annexe.

Article 15 – Opposabilité

Dans la mesure où la Métropole déciderait d'aliéner la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, après accomplissement des formalités nécessaires, la présente sera opposable à l'acquéreur des emplacements. La Métropole s'engage à informer le Bénéficiaire de toute décision de déclassement ou transfert de cette dépendance.

Article 16 – Responsabilité – Assurances

a) Responsabilité

Le Bénéficiaire et/ou les Opérateurs demeurent responsables des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses Équipements Techniques ainsi que des préjudices causés aux tiers et aux biens de la Métropole.

Pour tout dommage immatériel direct (perte d'un droit, perte de jouissance, ou d'exploitation, préjudices commerciaux) que l'une des parties occasionnera à l'autre, les parties et leurs éventuels assureurs respectifs renonceront à tout recours réciproque envers l'autre partie et ses assureurs, sauf en cas de faute prouvée.

Le Bénéficiaire est gardien exclusif de ses installations, des infrastructures et des Équipements Techniques, la Métropole ne garantissant aucune surveillance. Le Bénéficiaire ne pourra donc prétendre à aucune indemnité pour défaut de surveillance en cas de sinistre.

La Métropole ne pourra en aucune façon être responsable des risques spéciaux qui pourraient résulter de l'exploitation ou des infrastructures du Bénéficiaires et des Équipements Techniques des opérateurs accueillis par le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura l'entière responsabilité des dommages matériels directs et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

b) Assurances

Le Bénéficiaire et/ou les Opérateurs devront souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une assurance « Dommage aux biens » pour ses infrastructures et une assurance Responsabilité Civile garantissant notamment les risques d'incendie, dégâts des eaux, responsabilité civile en général et professionnels ainsi que tous les risques spéciaux liés à son activité.

Cette ou ces polices devront être souscrites auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) notoirement solvable(s).

La Métropole se réserve la possibilité de réclamer à tout moment au Bénéficiaire les justificatifs de ces assurances.

Dans le cas où l'installation Technique du Bénéficiaire entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par la Métropole, pour garantir les emplacements du Domaine Public Métropolitain, le Bénéficiaire remboursera le montant des primes supplémentaires sur justificatifs.

Si le Bénéficiaire a recours à un sous-traitant, celui-ci devrait être garanti par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, le Bénéficiaire reste seul responsable, à l'égard de la Métropole de tout fait de son sous-traitant.

Article 17 – Condition résolutoire

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives ou réglementaires nécessaires à l'implantation des Équipements Techniques visés par les présentes, et dont le Bénéficiaire fait son affaire personnelle, sans que la Métropole puisse être inquiétée, la présente convention sera résolue de plein droit à compter de la date à laquelle la Métropole aura été informée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 18 – Prescriptions diverses

a) Les parties s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente Convention, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques, sous réserve des dispositions réglementaires concernant l'accès à certains documents.

Compte tenu de leur caractère stratégique notamment pour CELLNEX France, les informations confidentielles et les conditions applicables à la présente Convention sont expressément considérées par les Parties comme relevant du secret des affaires tel que défini à l'article L. 151-1 du Code de commerce.

En conséquence, en cas de violation de la présente clause par l'une des Parties qui ferait perdre à tout ou partie de la Convention ou encore à un document accessoire sa

confidentialité, l'autre Partie se réserve le droit d'agir en justice afin d'obtenir réparation de son préjudice.

Ne sont pas considérés comme des tiers, au sens de la présente clause, toute société du groupe auquel CELLNEX France appartient ainsi que toute société qui la contrôle et toute société qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

La présente clause demeurera en vigueur pendant toute la durée de l'exécution de la Convention et prendra fin avec elle.

b) Conformément à la loi « informatique et liberté » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 et depuis le 25 mai 2018, par les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données, il est précisé que l'ensemble des parties est habilité à obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre de la présente convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications par l'intermédiaire du Service des Affaires Juridiques / Contentieux de la Métropole ou bien auprès de CELLNEX France, en écrivant à l'adresse suivante : CELLNEX France SAS 58 avenue Émile Zola 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. Ces informations sont exclusivement utilisées pour l'exécution de la présente.

c) Pendant toute la durée de la présente, la Métropole veillera à ce que les emplacements soient dégagés.

d) Le bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires propres à assurer la production des réserves d'eau potable lors des opérations d'installation ou de maintenance de ses matériels, au cas où celles-ci se dérouleraient à proximité du réseau de distribution ou des réserves d'eau. Ces mesures devront être préalablement soumises pour accord de la Métropole.

Article 19 – Expiration – Résiliation – Extinction

a) Expiration :

Sous réserve des clauses contenues ci-après, la présente expirera automatiquement et de plein droit à l'arrivée du terme de la durée visée à l'article 3, sans que l'une ou l'autre des parties puissent prétendre à une quelconque indemnité.

b) Résiliation :

Considérant la nature juridique de la Dépendance occupée que le Bénéficiaire ne peut ignorer, ainsi que les conditions dans lesquelles la présente convention est consentie, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande en justice :

- Par accord mutuel : à tout moment
- Par résiliation – retrait : à tout moment pour motif d'intérêt général, du fait des exigences du service public, des nécessités de l'exploitation imposées par la distribution publique d'eau potable, destination première de l'ouvrage, la présente pourra être résiliée de plein droit avec un préavis de 6 mois par lettre recommandée avec accusé de réception
- Par résiliation – sanction : en cas de faute du Bénéficiaire, la présente pourra être résiliée par la Métropole, sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une

quelconque indemnité, 24 mois après une simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception d'exécuter restée sans effet.

c) Extinction :

La présente prendra automatiquement fin sans aucune indemnité et sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment, en cas de disparition de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, de la cessation d'activité du Bénéficiaire qui pourrait entre autre résulter d'un changement d'architecture du réseau exploité, d'une évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau, ou en cas d'évolution de la réglementation rendant impossible au Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux.

d) Dénonciation :

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la présente à l'expiration de chaque période annuelle avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Métropole, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Il est rappelé que toutes les clauses et conditions de la présente sont de rigueur et que chacune d'elles est une condition substantielle et déterminante sans laquelle la présente convention n'aurait pas été consentie.

Article 20 – Renouvellement

Toute demande de renouvellement devra être formulée par le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, adressé au Propriétaire six mois au moins avant l'expiration de la présente à l'adresse suivante : Métropole Toulon Provence Méditerranée – Hôtel de la Métropole – 107, boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 Toulon cedex 9.

Article 21 – Restitution des lieux

En fin de convention, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire :

- Récupérera les infrastructures et Équipements Techniques qu'il aura installés sur les emplacements objet de la présente et qui lui appartiennent,
- S'engage à restituer les lieux, et les remettre en leur état initial dans le mois qui suit la fin de la présente, sauf si la Métropole décide de conserver les modifications (améliorations et installations) qui auront été incorporées à l'immeuble et ce sans contrepartie ou indemnité. Un état des lieux de sortie sera effectué, dans les mêmes conditions que celui d'entrée dont les modalités sont fixées à l'article 8 de la présente.

Article 22 – Élection de domicile – changement de domicile

Pour l'exécution des présentes et des suites, le Propriétaire et le Bénéficiaire élisent domicile à l'adresse indiquée dans l'identification des parties.

Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente convention sera faite au domicile régulièrement déclaré par chacune des parties.

Toute modification du domicile déclaré devra être signalée à l'autre partie.

Article 23 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action devant la juridiction compétente. À défaut d'accord amiable, le Tribunal administratif de Toulon sera compétent.

Article 24 – Frais

Tous les frais qui pourraient résulter de la présente convention seront supportés par le Bénéficiaire.

Article 25 – Nullité

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valables ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

Article 26 – Préambule et documents annexes :

Le préambule et les documents annexes, ci-après listés, font partie intégrante de la présente convention et ont valeur contractuelle.

Annexe 1 : Plan de situation du site

Annexe 2 : Dossier et plans techniques du Bénéficiaire

Annexe 3 : Fiche d'information « Antennes relais de téléphonie mobile »

Annexe 4 : Mandat pour la facturation

Annexe 5 : Fiche de demande d'interruption temporaire des émissions d'un site pour les besoins d'une intervention bailleur

Fait à Toulon, le

En trois exemplaires,

CELLNEX France SAS

Agnès PEYRE

**La Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

Jean-Pierre GIRAN